

WAGNER ET LA GOUVERNANCE SÉCURITAIRE EN AFRIQUE : ENTRE INSTRUMENT DE (RE)CONQUÊTE DE L'INFLUENCE RUSSE, DÉCLASSEMENT DES PUISSANCES OCCIDENTALES ET STIGMATISATION

Wagner and security governance in Africa : between an instrument of reconquering the Russian influence, downgrading Western powers and stigmatization

ARISTIDE MICHEL MENGUELE MENYENGUE

Département de Science politique, Université de Douala, Cameroun
m.aristidemichel@yahoo.com

RÉSUMÉ

Dans sa politique étrangère de projection de puissance en Afrique, la Russie aurait vraisemblablement mis à contribution le groupe paramilitaire Wagner. Cette société privée qui s'investit dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme dans les pays africains à l'instar de la Libye, du Mali et de la République Centrafricaine contribue à « la mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire. Désormais, déçus par les échecs répétés des puissances traditionnelles européennes à l'instar de la France, certains gouvernements africains font appel à cette milice pour stabiliser et sécuriser leurs territoires. Or, cette implication de Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique est mal perçue par les puissances traditionnellement influentes sur le continent. De ce fait, elles ne lésinent pas sur les moyens pour stigmatiser les mercenaires qu'elles accusent notamment de prédation. Cette contribution démontre comment le groupe paramilitaire russe Wagner contribue à la gouvernance sécuritaire en Afrique déclassant ainsi les puissances européennes traditionnellement influentes dans ce continent et contribuant incidemment à la projection de puissance Russe. En d'autres termes, il s'agit de rendre compte de la contribution de Wagner à la reconfiguration géostratégique et géopolitique de l'Afrique d'une part et d'autre part de renseigner sur ce qui se joue dans la campagne européenne et/ou occidentale de propagation d'un discours anti-russe en Afrique.

MOTS-CLÉ : Wagner ; gouvernance sécuritaire ; déclassement des puissances européennes ; Afrique ; projection de puissance.

ABSTRACT

In its foreign policy of power projection in Africa, Russia has presumably engaged the paramilitary group Wagner. This private company which invests in the fight against insecurity and terrorism in African countries like Libya, Mali, the Central African Republic, contributes to the "mercenarization" of security governance. Henceforth disappointed by the repeated failures of traditional European powers like France, some African governments are calling on this militia to stabilize and secure their territories. However, this involvement of Wagner in security governance in Africa is poorly perceived by traditionally influential powers of the continent. As a result, they do not skimp on the means to stigmatize the mercenaries whom they accuse in particular of predation. This contribution shows how

the Russian paramilitary group Wagner contributes to security governance in Africa, thus downgrading the European powers traditionally influential in this continent and incidentally contributing to the projection of Russian power. In other words, it is a question of giving an account of Wagner's contribution to the geostrategic and geopolitical reconfiguration of Africa on one hand and on the other informing about what is at stake in the European and/or Western propagation campaign of an anti-Russian discourse in Africa.

KEYWORDS: Wagner; security governance; downgrading of European powers; Africa; power projection.

1. Introduction

En visite officielle dans certains pays africains à la fin du mois de juillet 2022, le président français Emmanuel Macron a accusé la Russie d'être « l'une des dernières puissances impériales coloniales » qui instrumentalise les mercenaires du groupe paramilitaire Wagner pour venir « en soutien soit à des pouvoirs politiques affaiblis qui ont du mal à assumer, soit à des juntes illégitimes » (Jeune Afrique, 28 juillet 2022). Le fait est que, depuis environ trois décennies, on assiste à un regain d'intérêt de la Russie en Afrique (Ondoa, 2022, p. 163). S'il est vrai que « le commerce russe avec l'Afrique n'a cessé d'augmenter depuis, représentant 3,2 milliards de dollars en 2017, contre seulement 2,2 milliards en 2015 » (Le Grouielléc, 2022, p. 123), la Russie a aussi investi dans la gouvernance sécuritaire en Afrique en faisant le pari des « contrats militaires privés » (Sukhankin, 2021, p. 54). Ce regain d'intérêt se manifeste entre autres par la signature des accords de coopération militaire avec certains États africains comme ce fut encore le cas le 12 avril 2022 avec le gouvernement Camerounais.

Mais, c'est davantage la mise à contribution de Wagner - une société de sécurité privée russe - dans la gouvernance sécuritaire en Afrique qui est révélatrice de l'intérêt russe pour les enjeux sécuritaires en Afrique. Particulièrement active en Libye où ses mercenaires ont cohabité avec l'armée française avant de la déclasser, Wagner s'est notamment trouvé impliqué dans la gouvernance sécuritaire au plus fort de la crise Malienne, au Soudan et récemment en République centrafricaine (Filiu, 2022). Saluée par une opinion africaine dans un contexte de résurgence contemporaine d'un sentiment anti-occidental et particulièrement anti-français, l'intervention de la milice privée russe Wagner est violemment critiquée par les dirigeants des pays occidentaux et de l'Union Européenne (U.E) qui distillent une propagande anti-russe en s'indignant *urbi et orbi* contre la présence de ce groupe paramilitaire. Ainsi par exemple, le président français Emmanuel Macron et, à sa suite, son ministre des affaires étrangères se sont faits l'écho de ces critiques occidentales de ce qu'ils appellent les « finalités prédatrices » des mercenaires russes.

De nombreuses ONG (entendues organisations non gouvernementales) pro occidentales ont emboîté le pas à cette campagne d'indignation sélective contre le groupe Wagner. *Human Right Watch* a par exemple indiqué qu'en République

centrafricaine, « des signalements d'abus par [Wagner] sont apparus pour la première fois dans les médias en février 2019, et l'ONU a par la suite rapporté des abus commis par ces forces en 2020 et 2021 » (Koena, 2022, p. 5). Et en décembre 2021, l'UE est passée à une autre étape en sanctionnant le groupe paramilitaire russe Wagner et ses principaux partenaires pour « action de déstabilisation » (Marin, 2022). Cet intérêt occidental pour les faits d'armes du groupe Wagner cache à peine une crainte occidentale de voir les partenaires traditionnels des États africains en matière de sécurité notamment l'UE se voir déclasser par la Russie.

La présente contribution est consacrée à l'analyse et au compte-rendu de ce qui se joue dans le discours anti-russe des pays de l'U.E à l'aune de l'implication du Groupe Wagner dans la politique sécuritaire des États africains. Elle répond à la question de savoir : du point de vue géopolitique et géostratégique, quels sont les jeux et enjeux de l'implication du groupe privé de sécurité russe Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique ? Les données empiriques disponibles et interprétées sous le prisme de l'analyse stratégique amènent à formuler l'hypothèse selon laquelle à l'aune de l'implication de Wagner dans la politique sécuritaire des États africains l'indignation des pays des puissances européennes et occidentales traditionnellement influentes en Afrique n'est que la continuation des rivalités de projection de puissance géostratégique et géopolitique qui les opposent à la Russie. En d'autres termes, la campagne occidentale d'indignation contre la présence du groupe Wagner en Afrique obéit à une logique de propagation d'un sentiment anti-russe modulable dans les enjeux de projection de puissance en Afrique. S'il en est ainsi, c'est parce que, à bien des égards, Wagner apparaît comme une organisation au service de la (re)conquête africaine de la Russie (2), une stratégie de regain d'intérêt et de projection de puissance qui suscite un profond sentiment anti-russe du côté des puissances traditionnellement influentes qui n'hésitent pas à stigmatiser cette « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire en Afrique (3).

2. Wagner : une organisation paramilitaire à la solde de la (re)conquête africaine de la Russie

Depuis la Conférence de Berlin (12 novembre 1884 - 26 février 1885), qui a consacré le partage de l'Afrique entre des puissances coloniales, la Russie a été le parent pauvre d'une politique impérialiste dominée de part en part par les pays occidentaux. Si de nombreuses raisons expliquent ce désintérêt russe pour tout projet impérialiste en Afrique, il faut néanmoins souligner qu'historiquement, la Russie, qui faisait anciennement partie de l'ex URSS a constitué une alternative pour les pays qui résistaient à l'impérialisme occidental grâce à ce qu'on a appelé « la rente bipolaire » inhérente à la guerre froide. La perte de cette « rente bipolaire » qui était pour de nombreux pays en développement une fenêtre d'opportunités consécutive à la fin de la guerre froide a rendu possible un redéploiement et une projection de puissance plus agressive des puissances occidentales. Elles sont parvenues à faire main basse sur de nombreuses ressources naturelles dans la plupart des pays africains qui n'ont

cessé de dénoncer des accords inégaux à l'origine de la détérioration des termes de l'échange entre les pays dits du nord et ceux du sud.

Cette situation porteuse de nombreuses frustrations a longtemps entretenu cette unipolarité que conteste aujourd'hui la Russie ; puissance (ré)émergente et résolument revancharde. Il s'agit pour la Russie de déconstruire cet unilatéralisme qu'entretient l'illusion d'un monde unipolaire dominé par les pays occidentaux. Pour arriver à déconstruire et à contester cette tendance unipolaire du système international, la Russie met à contribution le groupe militaire Wagner qui opère comme une organisation à la solde de la (re)conquête russe des parts du marché sécuritaire africain. Sous ce rapport, le groupe militaire privé russe Wagner s'investit dans la gouvernance sécuritaire en Afrique pour contribuer à la projection de la puissance Russe *in situ* (2.1).

2.1. Wagner et la gouvernance sécuritaire en Afrique : l'insécurité comme fenêtre d'opportunités pour le déploiement d'une projection de la puissance Russe

Les projections géopolitiques des États dans le système international sont surtout une affaire de fenêtre d'opportunités. Certaines circonstances sont plus favorables que d'autres aux velléités de projection de puissance et /ou de démonstration de force. L'influence que peut accumuler un acteur dans le système international est elle-même tributaire d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels la défaveur ou non du contexte international. Dans un système international où le désordre coproduit l'ordre, il est souvent arrivé que des circonstances *a priori* défavorables soient finalement des opportunités de projection de puissance. Ainsi par exemple, l'insécurité apparaît pour de nombreuses puissances émergentes comme une occasion de projection de leur puissance en construction. Pour arriver à le démontrer à l'aune du chassé-croisé entre les puissances émergentes volontaires pour une reconfiguration du système international et les puissances traditionnelles favorables au *statu quo* dans la configuration du système-monde, il faut présenter globalement la phénoménologie de la prévalence de l'insécurité en Afrique (2.1.1). Ce n'est qu'à partir de cette phénoménologie qu'il est possible de comprendre dans quelle mesure la prévalence de l'insécurité en Afrique apparaît du point de vue (géo)stratégique comme une opportunité de projection géopolitique pour des enjeux de déclassement des puissances traditionnelles (2.1.2).

2.1.1. Phénoménologie d'une prévalence de l'insécurité en Afrique

Analysant la situation critique de prévalence du conflit dans le continent africain, Philippe Hugon souligne que « l'Afrique est devenue le continent où le nombre de victimes du fait des conflits armés est le plus élevé au monde, même si on note un certain recul de la conflictualité » (2006, p. 35). Cette observation reste une des constantes de la réalité au sein du continent. L'émergence et la résurgence contemporaine du fondamentalisme religieux, la banalisation et la propagation du terrorisme, la prévalence de la criminalité transfrontalière et les diverses menaces

sécuritaires qui mettent à rude épreuve la paix, la stabilité et le développement durable sont autant de phénomènes qui renseignent sur le niveau d'instabilité et d'insécurité que connaît le continent africain dans son ensemble. Cette instabilité a diverses causes. Mais d'après le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les causes des conflits en Afrique rendu public en 1998, les principales causes sont : le legs du passé (colonialisme, Guerre froide) ; les facteurs internes (nature du pouvoir politique, néopatrimonialisme, multiethnicité) ; les facteurs externes (Guerre froide) ; les motivations économiques ; et les cas particuliers (comme celui de l'Afrique centrale avec la démographie galopante et les problèmes fonciers) » (cité par Gazibo, 2010, pp. 121-122).

Ces dernières décennies, la phénoménologie de la prévalence de l'insécurité en Afrique donne à voir qu'aucune partie du continent n'est épargnée. Les transformations ou mutations des menaces sécuritaires et leur particulière agilité permettent une plus grande fluidité de leur capacité de nuisance. L'insécurité en Afrique est d'abord politique. Elle part d'une instabilité des institutions qui gouvernent de nombreux États fragiles du fait de la faible institutionnalisation du pouvoir. Cette insécurité politique est à l'origine d'une instabilité croissante dans de nombreux États. En Afrique, la gouvernance politique pose des problèmes de sécurité lorsque et tant qu'elle suscite et entretient un sentiment d'exclusion chez de nombreux marginaux individuels et/ou collectifs. Il en résulte des problèmes de « vivre-ensemble » dans de nombreux pays multi ethniques et cosmopolitiques qui posent de par leurs composantes sociologiques essentiellement hétéroclites un problème de *power sharing* et d'intégration politique.

L'intégration politique est problématique dans de nombreux pays d'Afrique non seulement du fait des rivalités communautaires précoloniales mais aussi du fait de l'instrumentalisation des clivages hérités de la colonisation. Selon Mamoudou Gazibo, l'Afrique s'illustre par une grande prévalence de l'insécurité du fait d'un « contexte favorable aux conflits hérités du phénomène colonial » (2010, p. 122). Les guerres d'indépendance qui se pratiquent encore sur le continent comme le démontre la crise sécuritaire en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun depuis 2016 renseignent sur les effets pervers contemporains du fait colonial. Le legs colonial apparaît comme un facteur d'insécurité lorsqu'il sert de substrat artificiel à la construction ou à la fabrique des clivages identitaires.

Du fait de cette quasi résilience des clivages identitaires, on assiste à un conflit d'allégeance qui met à rude épreuve l'allégeance citoyenne toujours précaire au profit des allégeances communautaires rivales. D'où le phénomène de déterritorialisation assorti de vellétés de partition des espaces de domination politique tel qu'au Sénégal avec la Casamance, au Nigéria avec la guerre dite du Biafra, dans l'ex-Zaïre avec la crise du Katanga, la rébellion touarègue au Niger et au Mali ou plus récemment la crise sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun, etc. Ainsi se trouve mis en mal le monopole étatique de la violence physique et symbolique du fait des vellétés endogènes de privatisation de la violence inhérentes aux problèmes de gouvernance politique que connaissent les États du continent. « L'effondrement de

l'État » (Zartman, 1995) n'est pas loin ce d'autant plus que les conflits identitaires fragilisent la consolidation des ordres politiques.

À ces causes d'insécurité, il faut aussi intégrer dans l'analyse « l'échec du développement ». Mamoudou Gazibo le considère comme un facteur majeur de l'insécurité en partant du postulat « qu'il n'y a pas de sécurité sans développement » (2010, p. 127). La prévalence de la pauvreté est une cause d'insécurité dans la mesure où elle est dans bien des cas conflictogène. De plus, la capacité de nuisance des puissances étrangères doit être prise en compte dans l'inventaire des facteurs d'insécurité. L'intérêt que portent les puissances étrangères au continent africain dans son ensemble n'est pas sans conséquence sur la stabilité des États et des sous régions qui composent l'Afrique. Les rivalités de puissances et d'intérêt autour des ressources du sous-sol africain sont porteuses de germes de déstabilisation (Vircoulon, 2021, p. 3). Lorsqu'une puissance craint un déclassement dans sa zone d'influence traditionnelle par des puissances (ré)émergentes, elle est souvent accusée à tort ou à raison d'être impliquée dans les logiques de déstabilisation de l'État, objet de convoitises internationales parallèles. Ainsi par exemple, on a pu mettre en évidence le rôle de la France dans la région des Grands Lacs, considérée comme un véritable « scandale géologique » (Giraudon, 1997, p. 47).

Selon Etienne Rusamira (2008), l'insécurité dans les grands Lacs est surtout une affaire des puissances internationales, ce d'autant plus que la France, qui se targue d'être une terre de liberté ou défenseur des droits de l'Homme est pleinement impliquée dans ces conflits dont le point commun est la discrimination envers les minorités ethniques visibles en RDC (Banyarwanda et Banyamulenge) et au Rwanda (Tutsi). Pour des raisons similaires *mutatis mutandi*, le Congo-Brazzaville a connu un cycle d'insécurité due principalement à « sa manne pétrolière » qui a « plutôt contribué à réchauffer « les appétits extérieurs et intérieurs » notamment parmi les réseaux françafricains qui travaillent à « attiser des luttes intestines [visant] à affaiblir l'État dans un contexte où Elf et les réseaux françafricains ont jadis considéré cette richesse comme la leur » (Verschave, 2002, p. 13).

2.1.2. Faire de la prévalence de l'insécurité en Afrique une opportunité de projection géopolitique et de déclassement des puissances rivales

L'évaluation de la gouvernance sécuritaire en Afrique suggère un échec des puissances traditionnelles à contribuer de manière décisive à la pacification du continent historiquement colonisé par elles. La prévalence de l'insécurité devient de ce point de vue une fenêtre d'opportunités non seulement pour de déclassement des puissances traditionnelles mais aussi pour une projection géopolitique *in situ* des puissances (ré)émergentes. D'ailleurs, Dirk Kohnert affirme justement que « la résurgence de la Russie en Afrique profite notamment du terrorisme islamique » (2022, p. 4). Dans ce jeu d'intérêt, les États africains s'investissent dans une politique étrangère de diversification des partenaires à la gouvernance sécuritaire et au développement. Désormais, le continent jadis contrôlé par des puissances

européennes qui se l'étaient réparti en zones d'influence respectives lors de la Conférence de Berlin n'est plus la chasse gardée de celles-ci. Il entend profiter d'une dynamique en cours de reconfiguration du système international pour tirer son épingle du jeu en diversifiant les partenaires au développement ; l'enjeu étant le déclasserement ou la mise en compétition de celles-ci face aux puissances (ré)émergentes dont les prétentions géopolitiques et géoéconomiques s'affirment et se confirment chaque jour un peu plus. Et, malgré la grande prévalence de l'insécurité, en dépit de la réalité selon laquelle « l'Afrique reste obstinément le continent le plus pauvre de la planète, [elle n'en demeure] pas moins le terrain d'une compétition féroce entre puissances grandes et moyennes depuis le début du XXI^e siècle. Les manifestations les plus visibles de cette compétition sont la projection de puissances militaires étrangères et l'inflation des sommets où un pays prétend rencontrer le continent africain » (Vircoulon, 2021, p. 2).

Un certain nombre de considérations permettent de comprendre que, désormais, l'Afrique est l'espace géopolitique de prédilection des enjeux de puissance internationale notamment entre le monde occidental très peu compact et homogène selon les enjeux et les puissances (ré)émergentes comme la Russie. Il s'agit en premier lieu de l'institutionnalisation depuis 2019 des sommets Russie-Afrique. Certes, c'est au cours du deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) qu'on commence à observer les prémices de ce qui apparaît comme « le grand retour » de la Russie en Afrique ceci dans le cadre d'une « diplomatie économique » (Dubien, 2019, p. 5). La Russie va ainsi s'investir dans le cadre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) pour se signaler et montrer qu'elle peut construire avec d'autres puissances émergentes une alternative à l'unipolarité frustrante du système international.

Toutefois, c'est véritablement sur le terrain géopolitique et géostratégique qu'elle va surtout se déployer. Désormais en vigueur, les sommets Russie-Afrique sonnent le glas du monopole occidental de la gouvernance sécuritaire en Afrique. À travers ces sommets, la Russie entend jouer à fond sa partition dans la gouvernance mondiale de l'Afrique. Contestant la mainmise occidentale de la domination du continent africain, la Russie manifeste un grand intérêt pour ce qui s'y joue et ce qui s'y passe. Elle l'a fait en abritant la première édition des Sommets Russie-Afrique à Sotchi les 23 et 24 octobre 2019 ; sommets qui devraient être renouvelés tous les trois ans d'après une projection stratégique. Et pour ce faire, la Russie compte aussi se rattraper en matière de présence militaire. C'est le deuxième lieu d'observation du regain d'intérêt russe pour l'Afrique. La pénétration militaire russe vise à contrecarrer la domination occidentale géostratégique sur le continent africain. Cette pénétration militaire russe a été expérimentée au Mozambique, au Soudan, en Centrafrique, à Madagascar, etc. Cette offensive militaire russe entend surtout tirer le meilleur parti de la fin annoncée de l'opération Barkhane, la mission de l'armée française contre la montée en puissance des djihadistes au Sahel. Cette pénétration militaire s'effectue aussi à travers une institutionnalisation des accords de coopération militaire. C'est le troisième lieu d'observation du regain d'intérêt géopolitique et géostratégique de la Russie pour l'Afrique. Cette puissance (ré)émergente multiplie des accords de

coopération et de défense avec des pays africains confirmant ainsi sa dynamique de repositionnement et de projection géostratégique en Afrique. Elle l'a fait en annonçant en fin 2020 la signature d'un accord avec le Soudan en vue de la création d'un « centre logistique ».

Selon Thierry Vircoulon, « cette infrastructure navale devrait pouvoir accueillir simultanément quatre navires russes et trois cent (300) marins » (2021, p. 3). Face aux attermolements observés du côté soudanais, la Russie n'a pas attendu pour contacter Djibouti pour continuer son projet. A date, une vingtaine d'accords ont été signés entre la Russie et certains gouvernements africains. Les plus récents ont été signés et/ou renouvelés avec Madagascar et le Cameroun en avril 2022. Ce bilatéralisme qui s'institutionnalise notamment en matière de coopération militaire est révélateur du regain d'intérêt de la Russie en Afrique. Mais, on ne saurait objectivement rendre compte du « Grand retour de la Russie en Afrique » sans intégrer dans l'analyse l'implication du groupe militaire privé russe Wagner dans la dynamique de projection géopolitique et géostratégique de la Russie dans le continent.

2.2. Wagner et la guerre contre l'insécurité en Afrique : les leçons du déploiement de la milice russe en Libye, en Centrafrique et au Mali

Du point de vue de l'école de la gouvernance globale, des acteurs privés peuvent contribuer à la réalisation des objectifs des États. C'est ce que confirme la mise à contribution de Wagner, un groupe paramilitaire privé russe dans la dynamique de projection géopolitique de la Russie en Afrique. Comme le soulignent Lou Osborn et Dimitri Zufferey (2023, p. 10) désormais, « Wagner est une pièce majeure du jeu global » On peut le démontrer en convoquant deux ordres de considérations : d'une part, ce qu'il est convenu d'appeler l'essai concluant du « Grand retour russe en Afrique » à travers la société paramilitaire privée Wagner (2.2.1) et d'autre part l'illustration du regain d'intérêt manifeste de la Russie pour la gouvernance sécuritaire en Afrique à partir de l'investissement militaire du groupe privé Wagner (2.2.2).

2.2.1. De la Libye à la Centrafrique : l'essai concluant du « Grand retour russe en Afrique » à travers la société militaire privée Wagner

L'insécurité en Libye est due à une série de guerres civiles dont la première éclate dès le mois d'octobre 2011 alors que la deuxième commence à partir de mai 2014. Constatant l'incapacité des puissances occidentales par ailleurs prises à partie dans cette entreprise de déstabilisation de la Libye à contribuer de manière décisive au retour à la paix en Libye, le Maréchal Khalifa Haftar considéré comme « l'homme fort » de la Libye orientale s'est résolu à mettre à contribution de la milice privée russe pour affaiblir la capacité de nuisance des terroristes. Il s'est agi de prêter main-forte à la résilience des troupes du maréchal Khalifa Haftar. Dans cette perspective, la Russie a mis à la disposition des troupes de l'Armée Nationale Libyenne (ANL) sous le commandement du maréchal Khalifa Haftar, plus de 2000 mercenaires. Leur rôle a

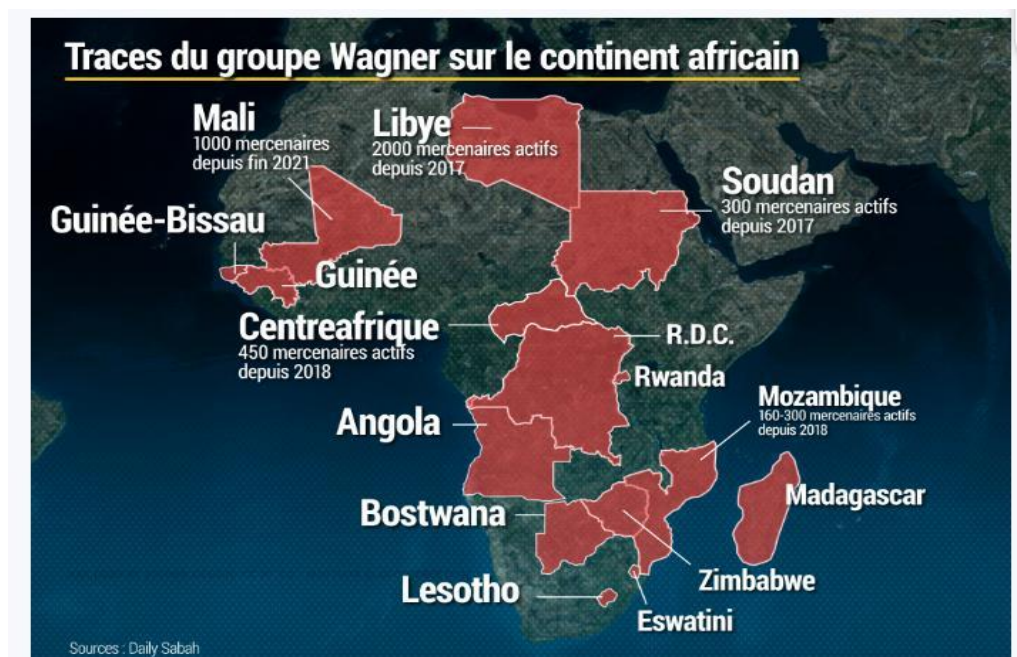
consisté à fournir le renseignement et à démanteler les positions des troupes ennemies, à mener des opérations de combat en soutien à l'ANL, à s'investir dans le conseil en sécurité, à mettre à la disposition des officiels libyens des gardes du corps pour leur protection rapprochée, à mettre en œuvre des opérations de logistique militaire, etc. Au regard de l'implication du groupe militaire privé Wagner, des observateurs ont conclu que « la guerre civile en Libye s'est présentée comme le cœur de la politique africaine russe » (Martin, 2021, p. 7).

Comme en Libye, c'est le constat de l'incapacité des puissances occidentales à œuvrer pour le retour à la paix en Centrafrique qui contraint manifestement le Président Faustin-Archange Touadera à mettre à contribution les mercenaires du groupe paramilitaire privé russe Wagner pour combattre aux côtés de l'armée régulière des rebelles. Ici, l'instabilité politique est historiquement banale et imputée à l'ex puissance coloniale : la France. D'où l'étiquette péjorative et défavorable de « la France des coups d'États en Centrafrique » (Mollo Olinga, 2022, p. 134). Cette réputation française à entretenir l'instabilité politique en Centrafrique explique certainement pourquoi, pour s'en prémunir désormais, « le président de la République Faustin Archange Touadera a choisi l'option de la "déconnexion" et s'est jeté dans les bras de la Russie » (Mollo Olinga, 2022, p. 133). C'est ainsi qu'il va impliquer les mercenaires du groupe paramilitaire russe Wagner dans la gouvernance sécuritaire. Selon François Xavier Noah Edzambi (2022, p. 85) Evgueni Prigozhin considéré comme le leader de cette société privée militaire « aurait personnellement participé aux négociations de paix des groupes rebelles en RCA» (; »' Wagner doit donc aussi son implication à la gouvernance sécuritaire en Afrique à une crise manifeste de confiance entre les gouvernements africains et européens sur la question sécuritaire en Afrique (Yousouf, 2023, p. 87).

Parallèlement à cette mission, les mercenaires sont aussi impliqués dans la formation des commandos, les opérations spéciales de neutralisation des troupes ennemies, la protection des officiels et la livraison en matériels militaires. Cette contribution de Wagner à la gouvernance sécuritaire fait de plus en plus tache d'huile au point où de nombreux pays africains n'hésitent plus à solliciter l'expertise militaire de cette organisation. De nos jours, de nombreux pays africains ont pu bénéficier des appuis multiformes de Wagner pour gérer leurs problèmes de sécurité. Parmi ces pays, on peut citer le Mozambique où Wagner a livré des combats contre l'insurrection islamiste. Le Soudan n'est pas en reste. Plus de trois-cent (300) mercenaires ont initialement été impliqués dans la stabilisation de ce pays. Ils ont notamment participé à la répression de nombreuses manifestations contre la politique du président Omar el-Béchir. On retrouve également le groupe militaire privé russe au Zimbabwe, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Angola et à Madagascar. Il apporte son expertise, la science de la guerre, sa connaissance des techniques de combat opérationnel en contexte de guerre asymétrique et s'investit aussi bien dans la formation que dans le renseignement des armées régulières pour qui le groupe travaille.

Figure 1

Aperçu du déploiement et de l'investissement du groupe paramilitaire Wagner en Afrique



Source : Ghizlane Kounda, (2022, p. 4).

Tout compte fait, la mise à contribution du groupe privé militaire russe Wagner dans la lutte contre le terrorisme et les autres formes de menaces asymétriques promues par l'État Islamique comme au Mozambique, En Libye, etc. s'est avérée être un essai concluant pour marquer « le Grand retour de la Russie » dans la gouvernance sécuritaire en Afrique. L'implication du groupe dans la guerre contre le terrorisme et l'insécurité au Mali confirme *nolens volens* ce regain d'intérêt manifeste de la Russie pour la gouvernance sécuritaire en Afrique (2.2.2).

2.2.2. Wagner au Mali : l'illustration d'un regain d'intérêt manifeste de la Russie pour la gouvernance sécuritaire en Afrique

La propagation du fondamentalisme religieux est allée de pair avec la propagande terroriste dans le Sahel. À l'instar du Mali, de nombreux pays

connaissent une crise sécuritaire sans précédent du fait de nombreux facteurs d'instabilité politique auxquels il faut ajouter la grande capacité de nuisance de l'État Islamique dans cette espace politique. Selon Jacques Fontaine, Addi Lahouari et Ahmed Henni, la crise malienne oscille entre « irrédentisme et islamisme » (2013, p. 195). S'il en est ainsi c'est parce que l'espace sahélien dans lequel se situe le Mali est

un espace fragile, une zone à problèmes, une zone de confins où se côtoient des populations diverses longtemps marquées par des relations commerciales importantes, mais aussi par des relations de dépendance et de traite d'esclaves dans un espace où les frontières n'existaient pas et où certains (les touaregs en particulier) ont été pénalisés par l'établissement de ces frontières et aimeraient s'en affranchir. [De plus], ce Sahel devient de plus en plus un espace de lutte entre les puissances, régionales (Algérie, Nigéria) ou mondiales (France, États-Unis, Chine). Il est clair que l'Algérie, la Chine et les États-Unis verraient sans déplaisir la place de la France régresser dans le Sahel. (Fontaine et al, 2013, p. 195)

Dans sa volonté de se présenter comme une alternative crédible face à l'échec manifeste du monde occidental à promouvoir la paix et le développement des pays africains, la Russie fait des situations critiques et *a priori* défavorables des opportunités de projection de puissance et des occasions de séduction. Elle est servie par une rhétorique anti-occidentale qui se répand chaque jour un peu plus. Elle est surtout servie par des situations critiques comme au Mali qui « connaît depuis son indépendance en 1960 une histoire politique intérieure difficile [et qui] est devenu un lieu de transit de tous les trafics, en particulier, migrants, drogues, etc. » (Fontaine et al, 2013, p. 199). Cette situation, qui a donné à voir l'impuissance des puissances occidentales à contenir, à défaut d'éradiquer le phénomène d'insécurité, apparaît par réalisme comme une aubaine pour la Russie, qui envisage déclasser les puissances occidentales en Afrique en les sortant de leurs zones de confort respectives. On peut donc comprendre pourquoi, depuis le désistement de la France au Mali, la Russie a pu se projeter *in situ* en mettant à contribution les mercenaires du groupe paramilitaire Wagner.

Au Mali, l'implication de la milice russe est la manifestation la plus solennelle du regain d'intérêt russe pour l'Afrique. En s'investissant dans la lutte contre les menaces asymétriques, en contribuant au renseignement prévisionnel, en contenant les mouvements terroristes et en les repoussant, les mercenaires du groupe paramilitaire russe procèdent *cahin caha* au déclassement des puissances traditionnelles dans la gouvernance sécuritaire en Afrique. Ce qui se joue intègre et dépasse l'économie de la guerre. Il s'agit d'une implication dans la reconfiguration de la carte géopolitique du monde et de l'Afrique. Mais, ce regain d'intérêt russe pour ce qui se passe en Afrique suscite une obsession craintive de la perte des parts du marché géopolitique de l'Occident en Afrique. D'où la construction d'un discours anti-russe à partir de la stigmatisation occidentale du groupe paramilitaire Wagner (3).

3. Quand le regain d'intérêt de la Russie en Afrique fait peur : le discours anti-russe et ses usages (géo)stratégiques

Ce qui est constant dans les rivalités de projection de puissance c'est que les acteurs du système international sont généralement convaincus que celui-ci obéit à une sorte de jeu à somme nulle dans lequel les gains des uns correspondent aux pertes des autres. Il en est de même des réactions que suscite le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique. À ce que donne à voir le comportement et surtout les discours des puissances occidentales depuis les diverses formes de manifestation de l'intérêt russe pour ce qui se passe en Afrique, il apparaît que des velléités de résistance dans la reconfiguration géopolitique de l'Afrique sont de plus en plus observables. La résurgence contemporaine des discours anti-russes à l'aune de l'implication du groupe militaire Wagner (3.1) ainsi que la stigmatisation dont fait l'objet ce groupe paramilitaire dans le monde occidental (3.2) sont révélatrices.

3.1. Wagner, la gouvernance sécuritaire en Afrique et la résurgence contemporaine du discours anti-russe de l'Occident

L'implication des mercenaires du groupe paramilitaire russe Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique n'est pas un long fleuve tranquille. Elle est à l'origine d'une levée de bouclier dans le monde occidental. Cette levée de bouclier est révélatrice d'une campagne de résistance à la stratégie russe de projection de puissance en Afrique. Et puisque la Russie s'investit à fond dans cette reconfiguration géostratégique et géopolitique des parts du marché économique, politique, culturel et surtout militaire africain, elle est perçue désormais comme un trouble-fête dans les zones traditionnelles d'influence des puissances occidentales en Afrique. Comme l'observe Alexandra Arkhangelskaya,

le regain d'intérêt des entreprises russes pour le continent a prouvé à quel point la Russie et l'Afrique avaient besoin l'une de l'autre [car, non seulement] la Russie offre de vastes débouchés pour les matières premières africaines [mais aussi] l'activité de la Russie sur le continent renforce la position des pays africains vis-à-vis de leurs autres partenaires, les plus anciens et les plus récents (2013, p. 72)

Dans de nombreux créneaux d'investissement et surtout en matière de gouvernance sécuritaire, il a été démontré que « les relations russo-africaines semblent placées sous de bons auspices : des déclarations d'intérêt ont été prononcées et d'importants accords bilatéraux signés » (Arkhangelskaya, 2013, p. 72). Ce partenariat russo-africain connaît cependant une critique occidentale acerbe qui renseigne sur les enjeux contemporains du discours occidental anti-russe en Afrique. À l'analyse, le discours occidental anti-russe qui prend prétexte sur la mise à contribution des mercenaires russes dans la gouvernance sécuritaire en Afrique est non seulement révélateur de l'obsession craintive d'un imminent et /ou probable déclin des puissances occidentales en Afrique (3.1.1) mais aussi, cette

propagation occidentale du discours anti-russe apparaît à bien des égards comme une revanche sur le sentiment anti-occidental mieux, une alternative à l'anti-occidentalisme ambiant (3.1.2).

3.1.1. Russophobie et résistance au changement : le discours anti-russe comme révélateur de l'obsession craintive du déclassé occidental en Afrique

Le regain d'intérêt de la Russie en Afrique a coïncidé avec la montée en puissance d'un discours anti-russe émanant surtout des puissances occidentales européennes et/ou extra-européennes. Cette résurgence contemporaine du discours anti-russe est révélatrice d'une frustration européenne suscitée par « le Grand retour de la Russie » sur la scène internationale et notamment en Afrique. Ce discours anti-russe relayé par les puissances occidentales européennes et extra européennes prend prétexte de la mise à contribution des mercenaires du groupe Wagner dans la gouvernance sécuritaire pour énoncer et articuler cette rhétorique anti-russe. C'est que, pour diaboliser et décrédibiliser la présence et l'implication de Wagner en Afrique, les dirigeants occidentaux n'ont pas lésiné sur les moyens. Ils sont montés au créneau pour dénoncer ce que le président français Emmanuel Macron appelle « les finalités prédatrices » des mercenaires de la société russe Wagner.

En effet, la campagne de diabolisation occidentale de l'implication des mercenaires russe du groupe paramilitaire Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique se fonde sur trois types d'arguments au demeurant complémentaires. Il s'agit en premier lieu des arguments liés à la nature du groupe paramilitaire Wagner. Cet argument de contestation de la légitimité de la société paramilitaire russe à contribuer de manière décisive à la gouvernance sécuritaire en Afrique oppose les rationalités des acteurs publics de la gouvernance sécuritaire en Afrique aux rationalités des groupes privés *a fortiori* celles qui président à l'intérêt de Wagner dans ladite gouvernance. Selon cet argument de contestation de la capacité des mercenaires à sécuriser et à stabiliser durablement le continent africain, il est contradictoire que des mercenaires soient considérés comme des partenaires stratégiques pour les États africains dans leur volonté de lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Selon ce grief de contestation de la capacité d'un groupe *a fortiori* mercenaire à contribuer à la lutte contre l'insécurité, Wagner ne peut pas véritablement s'engager à la lutte contre l'insécurité au regard du conflit d'intérêt que son implication dans la gouvernance sécuritaire suscite. C'est pourquoi le président Français Emmanuel Macron a considéré cette implication de la Russie dans la gouvernance sécuritaire en Afrique à travers la société privée de sécurité Wagner de « présence hybride ». Cette « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire pose de nombreux problèmes d'après Catrina Doxsee. De fait, pour cette analyste de la stratégie de repositionnement russe en Afrique, le désordre, l'insécurité, la crise servent les intérêts des mercenaires de la société paramilitaire russe Wagner dans la mesure où, « si un pays comme la RCA les emploie pour former ses troupes, il est de leur intérêt fondamental de s'acquitter de leur tâche juste suffisamment pour continuer à être

employés [car] s'ils devaient parvenir à résoudre le conflit, ils ne seraient plus nécessaires » (cité par Agence France-Presse, 3 février 2022, p. 6).

Le deuxième argument de critique occidentale de l'implication de Wagner est basé sur les moyens qu'emploie cette société pour contribuer à la gouvernance sécuritaire en luttant contre le crime organisé ou le terrorisme. Les nombreux rapports des ONG pro occidentales et surtout européennes ont pu souligner cet aspect des choses. On reproche au groupe Wagner de pratiquer des exécutions sommaires, de mépriser les droits de l'Homme, bref, pour une bonne partie de la presse occidentale européenne, « leur approche de la sécurité est pourtant discutable. De violents abus leur sont attribués » (cité par Agence France-Presse, février 2022, p. 5).

Mais, c'est surtout sur l'argument lié à l'efficacité de l'implication de Wagner que la plus grande critique occidentale de la présence russe en Afrique s'est concentrée. Lors de sa récente tournée africaine, de nombreux extraits des discours tenus par le président de la République de France dont les intérêts géopolitiques et géostratégiques semblent les plus être mis à rude épreuve par le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique renseignent sur cette campagne de sabotage antirusse. Il en est ainsi par exemple lorsqu'il déclare que « force est de constater que les choix faits par la junte malienne aujourd'hui et sa complicité de fait avec la milice Wagner sont particulièrement inefficaces pour lutter contre le terrorisme » (cité par Afriquinfos, du 29 juillet 2022). La presse occidentale est mise à contribution dans cette propagande anti-russe qui prend le groupe paramilitaire Wagner comme cible de substitution. Ainsi par exemple, dans un article consacré au bilan de l'implication des mercenaires de la société paramilitaire russe dans la gouvernance sécuritaire en Afrique, l'Agence France-Presse dans son édition du 3 février 2022 relaie l'hypothèse des « résultats mitigés ».

Cette observation occidentalocentrée, qui amène la presse française notamment à conclure que les résultats de l'implication des mercenaires dans la gouvernance sécuritaire en Afrique sont mitigés, est fondée sur le fait qu' « en Libye, les mercenaires russes se sont alliés au maréchal Khalifa Haftar, qui a tenté pendant un an de prendre Tripoli par les armes. En vain : ils ont essuyé de lourdes pertes face aux supplétifs turcs soutenant le rival d'Haftar, le Gouvernement d'Union Nationale (GNA) de Fayeze al-Sarraj » (L'Express, 17 février 2022, p. 2). Dans le même ordre d'idées, et « au Mozambique, ils ont reculé face au groupe armé Etat islamique (EI) avant d'être remplacés par des Sud-africains » (L'Express, 17 février 2022, p. 4). « Ils n'avaient aucune expérience des terrains rencontrés dans le Cabo Delgado (nord), ils ne pouvaient même pas communiquer avec les troupes locales pour des questions de langue et de défiance mutuelle » (cité par L'Express, 17 février 2022, p. 2) résume Catrina Doxsee. Par conséquent, Catrina Doxsee conclut que les membres de la milice russe de la société paramilitaire Wagner « ont été choisis parce qu'ils étaient les moins chers, mais n'avaient pas la capacité de réussir [à preuve, sur le continent] ils ont connu un nombre considérable d'échecs » (cité par Agence France-Presse, 3 février 2022, p. 6).

Au demeurant, cette évaluation défavorable de l'implication du groupe paramilitaire Wagner obéit à des rationalités liées aux rivalités de projection de puissance entre les puissances occidentales européennes et la Russie. Par conséquent, ce discours anti-russe peut aussi apparaître comme une revanche des puissances occidentales européennes sur le sentiment anti-occidental (3.1.2).

3.1.2.-Le discours anti-russe : une revanche sur le sentiment anti-occidental, une alternative à l'anti-occidentalisme ambiant

En Afrique, il existe un profond sentiment anti-occidental qui tire ses origines de la multiséculaire histoire entre le monde occidental et les pays africains individuellement et/ou collectivement. L'une des manifestations les plus en vue de ce sentiment anti occidental prend généralement la forme d'une rhétorique anti-française qui contribue à ternir l'image de la France en Afrique. À vrai dire, la France apparaît comme l'une des cibles privilégiées du sentiment anti-occidental qui gagne non seulement en intensité mais aussi en popularité en Afrique. Certes, le sentiment anti français qui apparaît comme l'une des variantes du sentiment anti-occidental en Afrique s'est répandue de manière exponentielle avec les trajectoires individuelles et collectives de décolonisation des pays africains (Menguele Menyengue, 2020, pp. 175-179). Cependant, on ne saurait expliquer cette propagation inédite de l'anti-occidentalisme en faisant fi de la volonté contemporaine d'émancipation de chacun des Etats pris individuellement de sorte que, finalement, cet anti occidentalisme apparaît comme une revanche des sociétés africaines sur l'impérialisme (néo)colonial dont ils sont encore victimes.

Conscient des effets pervers de la propagation du sentiment anti occidental et particulièrement anti-français en Afrique, prenant acte des implications et des conséquences qu'une détestation populaire des puissances occidentales européennes, surtout orientée contre la France, actrice de premier plan de la construction de l'UE, le monde occidental va sous-traiter la diffusion d'un sentiment anti-russe en Afrique. À l'observation, la stratégie derrière la sous-traitance occidentale du sentiment anti-russe vise surtout à stopper le regain d'intérêt de la Russie en Afrique. Elle participe d'une guerre de communication dans laquelle chaque prétendant au jeu de projection de puissance en Afrique met à contribution ses instruments de communication et de (contre)propagande internationale pour contenir les velléités de projection de puissance des autres. Sous ce rapport, le discours anti-russe que relayent systématiquement les médias internationaux acquis à la cause de la consolidation de la domination des puissances d'Europe occidentale comme la France en Afrique est aussi une revanche sur le sentiment anti-occidental qui fait obstruction au maintien de l'impérialisme occidental *in situ*.

Ce n'est donc pas un hasard si la presse européenne accuse les mercenaires du groupe paramilitaire Wagner d'installer des « camps de torture » (Le Monde, du 13 mars 2022), ou encore que des ONG pro-occidentales en Europe accusent la Russie de couvrir les nombreuses exactions des mercenaires du groupe Wagner. Cette

russophobie s'explique aussi par le fait que l'implication des mercenaires du groupe paramilitaire Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique et au Sahel notamment a contribué à

saper les efforts de la France pour favoriser une politique européenne unifiée de défense et de sécurité, motivé par l'hostilité de la Russie à l'Union européenne. [Le fait est que], la France a manifestement voulu européaniser le conflit au Sahel, en partie pour alléger le fardeau de son armée. Cependant, la France a également utilisé le conflit comme occasion pour poursuivre son objectif de promouvoir une politique de sécurité européenne conforme aux intérêts français. [Or,] les actions russes au Mali mettent ce faisant à rude épreuve la coalition que la France a mise en place et menacent de faire échouer le projet. (Shurkin, 2022, p. 7)

Cette menace réelle repose sur la conviction que, comme c'est le cas avec Wagner, « les contrats militaires privés [sont des] instruments de l'influence russe en Afrique » (Sukhankin, 2021, p. 54). Conscients de ce risque de déclassement des puissances occidentales européennes que fait courir le regain d'intérêt russe en Afrique, les pays menacés par cette russophilie africaine lui opposent une russophobie qui prend généralement la forme d'une campagne de stigmatisation (3.2).

3.2.-Wagner à l'épreuve de la stigmatisation occidentale

Les rivalités de projection de puissance entre les pays de l'Europe occidentale et la Russie en Afrique prennent aussi la forme d'une campagne de désinformation donc, d'une guerre de communication. Dans cette guerre de communication, l'étiquetage et la stigmatisation occupent une place de choix. S'il en est ainsi c'est parce que la stigmatisation apparaît à bien des égards comme un art de faire la rivalité de puissance à partir d'une procédure d'étiquetage occidental antirusse (3.2.1), ce qui renseigne par ailleurs sur les politiques de démarcation et de distinction dans la compétition internationale dont l'enjeu est la conquête et/ou la conservation des parts du marché géopolitique africain (3.2.2).

3.2.1.-La stigmatisation comme instrument de lutte géopolitique en Afrique : le cas de la procédure d'étiquetage occidental antirusse

Le discours anti-russe que sous-tendent et relaient les puissances occidentales européennes ne fait manifestement pas l'économie d'une procédure de stigmatisation assidue de la Russie. Ce qui est en cause c'est de présenter la Russie comme une puissance (ré)émergente moins recommandable, ce d'autant plus que « la Russie a maintenant une forte emprise sur le Sahel, surtout sur l'imaginaire populaire des populations locales » (Shurkin, 2022, p. 7). Cette montée en puissance de la Russie est perçue comme une menace pour les intérêts séculaires des puissances européennes comme la France en Afrique. Pour arriver à freiner les velléités russes de déclassement des puissances européennes, celles-ci n'ont ménagé aucun effort pour imposer la représentation stratégique selon laquelle la présence de la Russie en

Afrique est « un retour en trompe l'œil » (Dubien, 2021, p. 10). Les mercenaires russes de la Société privée de sécurité Wagner ne sont pas épargnés de cette campagne de stigmatisation, eux qu'une grande partie des médias et de l'opinion publique européenne et occidentale considère comme des *losers* puisque, selon cette opinion publique

sur tous les théâtres d'opération dans lesquels ils ont été impliqués pour lutter contre l'insécurité, le bilan s'avère, à ce stade, globalement négatif [dans la mesure où les] combattants du groupe Wagner engagés aux côtés du maréchal libyen Khalifa Haftar n'ont pu empêcher la défaite de ce dernier lors de la bataille de Tripoli. Ils ont essuyé des pertes sensibles au Mozambique et se seraient retirés des zones de combat quelques semaines seulement après leur déploiement. Leur rôle présumé à Khartoum a bien failli coûter cher politiquement à Moscou après le changement de régime en octobre 2019. (Dubien, 2021, p. 11)

Toute cette campagne de stigmatisation de la Russie, qui profite surtout de la guerre actuelle en Ukraine pour monter d'un cran, vise à présenter la Russie comme une des menaces sérieuses à la pérennisation de l'influence occidentale en Afrique, comme un paria. D'où les étiquettes comme « les russes sont menteurs et trichent toujours » (Vérot et al., 2022, p. 3), « les mercenaires russes du groupe Wagner sont des prédateurs », « la Russie est dangereuse et imprévisible » (Largneau, 2022, p. 2), « l'une des dernières puissances impérialistes et coloniales » qui « soutient des pouvoirs affaiblis et des juntes illégitimes » (Macron, cité par Jeune Afrique, 28 juillet 2022), etc. C'est pourquoi, selon Ghizlane Kounda, la France considère que cette présence russe à travers Wagner est « incompatible avec les efforts militaires actuels » (2022, p. 3).

Face à cette campagne anti-russe de stigmatisation européenne et occidentale, il convient de voir comment la Russie entend se démarquer et se distinguer de ses rivaux dans les vellétés de projection de puissance en Afrique.

3.2.2. Wagner, la « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire en Afrique et le défi de la démarcation : comment se distinguer de l'autre dans la rivalité de puissance ?

Stigmatisée et étiquetée pour la mise à contribution de la société paramilitaire Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique, la Russie entend se démarquer des anciennes puissances colonisatrices devenues impopulaires en Afrique. Pour ce faire, elle propose aux gouvernements africains des palliatifs aux limites manifestes des partenariats anciens. Ce faisant, elle se présente comme une alternative « crédible » à l'échec des puissances européennes à booster véritablement la croissance et le développement en Afrique. Et ce n'est pas un hasard si ses créneaux d'investissement prioritaire en Afrique sont la sécurité et la stabilisation politique et économique du continent.

L'option pour la « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire apparaît comme une option réaliste en bien des égards. Elle permet aux gouvernements

africains de garantir à moindre coût leur sécurité interne en comparaison aux prix très onéreux pratiqués par les puissances européennes dans leurs stratégies de préservation de la paix dans le continent. La « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire est aussi une excroissance de la politique de diversification des partenaires au développement dans la mesure où elle rend possible une implication moins monopolistique d'autres acteurs à la lutte contre l'instabilité et surtout le terrorisme. En mettant à contribution des acteurs plus mobiles, moins lourds et plus agiles comme des groupes privés, cette « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire permet de désétatiser à première vue la guerre contre des menaces sécuritaires asymétriques qui prennent généralement l'apparence d'une nébuleuse.

D'ailleurs, si la Russie semble de plus en plus « obtenir de la "crédibilité" et de la "considération" de ses partenaires africains » (Ondoa, 2022, p. 163), elle le doit aussi en partie à cette « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire. Elle lui permet d'impliquer de manière décisive les mercenaires de la société paramilitaire Wagner pour soutenir ses efforts de sécurisation et de stabilisation durable des pays africains. Sous ce rapport, la « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire apparaît comme un *continuum* dynamique de l'action publique internationale de lutte contre le terrorisme, action publique qui permet l'implication, l'intéressement et l'intégration d'autres types d'acteurs moins stato-centrés dans la gouvernance globale des menaces sécuritaires sous réserve des affinités électives qui peuvent toujours exister entre les États, acteurs principaux par excellence du système international d'une part et les acteurs privés d'autre part.

La « mercenarisation » de la gouvernance sécuritaire est apparue comme un palliatif, une alternative à l'étatisation plus ou moins efficace de la lutte contre des menaces asymétriques à partir du moment où l'évaluation *in itinere* de cette étatisation de la lutte contre l'insécurité a révélé de nombreuses limites (conflit d'intérêt, caractère ultra procédurier des démarches en vue de l'obtention du soutien étatique en cas d'urgence, conditionnement divers des soutiens intergouvernementaux en cas de nécessité, risque de perte de la souveraineté en cas d'ingérence intergouvernementale, etc.). Parce que la diversification des partenaires de la gouvernance sécuritaire paie, et puisqu'en règle générale, deux précautions valent mieux qu'une, les États préfèrent par réalisme impliquer des mercenaires généralement moins exigeants pour permettre une optimisation de la gouvernance sécuritaire. Du coup, à la suite d'Olivier Guitta, il est légitime de craindre qu' « avec Wagner, l'objectif de la Russie est de reprendre pied en Afrique, et d'en expulser l'empire colonial français » dans un contexte de généralisation opportuniste du sentiment anti-français (Guitta, cité par Lamigeon, 2022, p. 5).

4. Conclusion

La contribution des mercenaires de la société paramilitaire Wagner dans la gouvernance sécuritaire en Afrique doit être prise en compte dans les stratégies russes de reconquête des parts du marché économique et de projection de la puissance

(ré)émergente dans le continent africain. Wagner est à la fois un cheval de troie et un prétexte de dépréciation des méthodes russes de (re)conquête de l'Afrique. Si ses faits d'armes sont diversement appréciés par les puissances d'Europe occidentale et leurs alliés nord-américains, c'est précisément à cause de la crainte qu'il y a à voir la Russie s'intéresser à la gouvernance sécuritaire en Afrique, même à travers des mercenaires. Du fait de ce regain d'intérêt russe pour l'Afrique, il y a non seulement un risque de déclassement des puissances traditionnelles européennes en Afrique mais surtout une crainte d'assister à une sorte de « réactualisation de la guerre froide [qui pourrait ériger l'Afrique] en terrain de confrontation entre les anciennes puissances (étasunienne, britannique, française) et les puissances "neuves" telles que la Russie » (Ondoa, 2022, p. 164).

Références Bibliographiques

- Ano, S.B. (2022). Macron décrie de nouveau Wagner, Moscou réplique. *Afriqinfos*. 29(07), 2-5. <https://afriqinfos.com/afrique/macron-decrie-de-nouveau-wagner-moscou-replique/>
- Arkhangelskaya, A. (2013). Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique. *Afrique contemporaine*, 248, 61-74
- Dubien, A. (2022). La Russie et l'Afrique : mythes et réalités. *Note n°19*, <https://fr.obsfr.ru/analytics/notes/10953/>.
- Dubien, A. (2021). La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ? *Le Monde diplomatique*, pp. 10-11.
- Filiu, J.-P. (2022). Quand la France cohabitait avec les mercenaires russes du Groupe Wagner en Libye. *Le Monde*.
- Gazibo, M. (2010). L'instabilité en Afrique et ses déterminants. In M. Gazibo (Ed.), *Introduction à la politique africaine* (pp. 117-137). Presses de l'Université de Montréal
- Giraudon, R. (1997). Un scandale géologique ? *Afrique contemporaine*, 183, 44-56
- Hugon, P. (2006). Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique. *Afrique contemporaine*, (218), 33-47.
- Jeune Afrique (2022). Au Bénin, Macron accuse la Russie d'être « l'une des dernières puissances impériales coloniales ». <https://www.jeuneafrique.com>.
- Kohnert, D. (2022). L'impact de la présence russe en Afrique. *SSOAR, Open Access Repository*, 1-20.
- Kounda, G. (2022). Cartographie de l'influence russe sur le continent africain. *Monde Afrique*
- Lagneau, L. (2022). Estimant que la Russie est « dangereuse » et « imprévisible », Olso accentue son effort militaire. *Zone militaire* 18(3). <https://www.opex360.com/2022/03/18/estimant-que-la-russie-est-dangereuse-et-imprevisible-osl-HBo-accentue-son-effort-militaire/>
- Lamigeon, V. (2022). Wagner, enquête sur l'armée de l'ombre de Poutine. *Challenge*

- Le Gouriellec, S. (2022). *Géopolitique de l'Afrique*. Humensis.
- L'Express (2022). Ambitions et déconvenues des mercenaires russes en Afrique. <https://www.lexpress.fr/>
- Marin, L. (2022). Emmanuel Macron accuse la Russie d'être « une des dernières puissances impériales coloniales ». *Le Figaro* 27(7). <https://www.lefigaro.fr/international/macron-accuse-la-russie-d-etre-une-des-dernieres-puissances-imperiales-coloniales-20220727>
- Martin, J. (2021), Libye : terre de mercenaires, zone d'influence russe. *Areion24.news*, <://www.areion24.news/2021/06/23libye-terre-de-mercenaires-zone-dinfluence-russe/>
- Menguele Menyengue, A. M. (2020). « La France soutient Boko Haram » : les usages politiques de la rumeur en communication de crise. In S. Ngonu (Ed.), *La Communication de l'État en Afrique. Discours, ressorts et positionnements* (pp. 175-197). L'Harmattan
- Molo Olinga, J.-M. (2022). Conflit centrafricain : entre revanchisme et logiques néocoloniales. Comprendre autrement ce différend. In F. Ebogo (Ed.), *Dynamiques géopolitiques et conjonctures in-sécuritaires en Afrique centrale. Offrandes au Pr. Joseph Vincent Ntuda Ebodé, t.2, Déstructuration de l'ordre sécuritaire en Afrique centrale* (pp. 131-160). L'Harmattan
- Noah Edzimbi, F X. (2022). *La Russie face aux occidentaux en Afrique. Pour un arrimage des africains aux enjeux de puissance post-bipolarité*. L'Harmattan.
- Ondoa, A., R. (2022). Comprendre le réengagement géopolitique de la Russie post-soviétique en Afrique : une herméneutique des enjeux identitaires, hégémoniques et impérialistes de construction d'une puissance globale. In F. Ebogo (Ed.), *Dynamiques géopolitiques et conjonctures in-sécuritaires en Afrique centrale. Offrandes au Pr. Joseph Vincent Ntuda Ebodé, t.3, Intégration sous régionale et gouvernance sécuritaire en Afrique centrale* (pp. 135-167). L'Harmattan.
- Osborn, L. & Zufferey, D. (2023). *Wagner : enquête au cœur du système Prigojine*. Editions du Faubourg.
- Radio, C. (2022). Bilan mitigé des mercenaires russes en Afrique. *Agence France-Presse* 3(2). <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1859400/smp-afrique-russie-mercenaires-militaires-privés-groupe-wagner-echecs>.
- Rusamira, E. (2007). Géopolitique des Grands Lacs africains et syndrome de Fachoda : le rôle de l'Etat français dans le génocide rwandais et la déstabilisation politique de la région. *Eurostudies*, 3(2), <https://doi.org/10.7202/017841ar>.
- Shurkin, M. (2022). La Russie au Sahel : vers une aggravation des situations sécuritaires et politiques. *Le rubicon* 13(4), 2-5, <https://lerubicon.org/la-russie-au-sahel-vers-une-aggravation-des-situations-scuritaires-et-politiques/>
- Sukhankin, S. (2021), les contrats militaires privés [sont des] instruments de l'influence russe en Afrique. *Diplomatie*, 108, 54-57.
- Vérot, M.-P., Gerbault, A., Gallinaro, G. & Monin, E. (2022). Les Russes sont menteurs et trichent toujours : à l'heure des négociations avec Moscou, le Scepticisme des Ukrainiens de Kiev. *franceinfo*, 30(3), 3-8,

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestation-en-ukraine/temoignages-les-russes-sont-menteurs-et-trichent-toujours-a-lheure-des-negociations-avec-moscou-le-scepticisme-des-ukrainiens-de-kiew_5052988.html.

Vircoulon, T. (2021). L'Afrique, si pauvre mais courtisée par les puissances mondiales. *Le Temps*, 1(8), 4-7, <https://www.letemps.ch/opinions/lafrique-pauvre-courtisee-puissances-mondiales>.

Youssef, H. (2023). *La gestion de la crise centrafricaine à l'épreuve de la rivalité des puissances* [Mémoire de Master non publié]. Université de Douala.